

Rapport d'analyse

# LA GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LE GAZ DE SCHISTES

CASTEX Jérôme, DE WARREN Grégoire, EUGENIE Elodie Ludmila, GONZALEZ Aurélie

MSIE36 - 2021

## Sommaire

<b>La France, une pionnière dans la contestation</b>	<b>II</b>
<b>Les espaces d'affrontements informationnels</b>	<b>III</b>
<b>Des théâtres d'affrontements divers / Les échiquiers ?</b>	<b>III</b>
Bataille sémantique / lutte autour de la définition du projet	III
Luttes de pouvoir/ luttes de propriété du sujet	IV
Le champ de bataille politico-bureaucratique	V
<b>Le rapport, un instrument d'action publique</b>	<b>VI</b>
<b>Les autres oppositions parmi les combattants</b>	<b>VI</b>
<b>Verdissement de la finance</b>	<b>VII</b>
<b>Conclusion sur la lutte informationnelle autour du GDS français</b>	<b>VIII</b>
<b>Ce qu'il faut retenir du cas français</b>	<b>IX</b>
<b>Tactiques étrangères pour sortir de la guerre informationnelle</b>	<b>X</b>
<b>L'exploitation de l'organisation territoriale : territorialiser la guerre informationnelle et ses outils face à l'autorité d'État</b>	<b>XI</b>
Le cas de l'Espagne : frictions politiques entre État et communautés autonomes et environnement réglementaire défavorable avec le spectre de la corruption	XI
En Allemagne, le gaz pour contrer le nucléaire	XII
Au Canada, le Québec vote un moratoire sur la technologie anéantissant toute possibilité	XII
<b>Sortir des champs d'affrontements informationnels et indiquer subtilement une orientation : le cas de l'Europe</b>	<b>XII</b>
Financements de projets de recherche et de rapports pour produire de la connaissance indépendante et de l'expertise	XIII
Marginalisation du GDS au travers des PIC et de la taxonomie : une construction politique	XV
<b>En Chine, les rapports officiels, instruments de propagande pour faire face aux contestations locales et utilisation de la force comme moyen de persuasion</b>	<b>XVII</b>
<b>La coercition reste un outil mobilisable</b>	<b>XVIII</b>
Dissuasion militaire et propagande Russe dans le cas de l'Ukraine	XVIII
La corruption de parties prenantes potentielles	XVIII
<b>Au-delà des frontières et des gouvernements : l'usage de normes et des concepts écologistes pour impacter directement les acteurs privés du GDS</b>	<b>XIX</b>
<b>Le cinéma et la publicité comme outil de softpower pour les anti-GDS aux Etats-Unis</b>	<b>XXII</b>
<b>Conclusion</b>	<b>XXIII</b>
<b>Table des abréviations / Acronymes</b>	<b>XXV</b>
<b>Annexe I – Pression des ONG sur la Finance et les majors</b>	<b>XXVI</b>
Le Cas BNP qui cède en 2017	XXVI
Le cas Total et d'Engie (2021)	XXVI
<b>Annexe II - Verdissement des fonds</b>	<b>XXVIII</b>

**PARTIE I**

**LA FRANCE, UNE PIONNIERE DANS LA  
CONTESTATION**

## Cas de la France : une pionnière non identifiée

Il y a 10 ans, la France devenait le premier pays à interdire la fracturation hydraulique et à empêcher toute exploration d'une nouvelle ressource énergétique : les gaz et pétrole de schiste. Renforcée depuis 2017 <sup>1</sup> par la loi Hulot qui prévoit la fin de l'exploitation de tous les hydrocarbures en 2040, la loi Jacob de 2011 est exceptionnelle à bien des égards. Alors qu'au cours des années suivantes, la plupart des ministres de l'écologie auront démissionné ou été débarqués en dénonçant le poids trop puissant des lobbys, de Nicole Bricq (1 mois) à Nicolas Hulot (14 mois) en passant par Delphine Batho (12 mois) ou Philippe Martin (9 mois), le président de la République, le Premier ministre et les parlementaires ont quasi-unaniment soutenu la proposition de loi d'interdiction de la fracturation hydraulique.

Ils se sont opposés aux groupes pétroliers pourtant particulièrement puissants, à l'Union Européenne qui émettait un avis favorable, à leur administration, mais aussi à des perspectives économiques de croissance et d'indépendance particulièrement attractives au regard de ce qui se déroulait au même moment aux États-Unis. Ces campagnes de protestation<sup>2</sup> ont largement inspirés les opposants au GDS à l'étranger.

### **Les espaces d'affrontements informationnels**

Les sujets de société voient leurs débats se dérouler au niveau de 3 principaux espaces : le forum public, les atriiums hermétiques et les arènes discrètes. Ces espaces de débat sont multiples et protéiformes. Les acteurs y déploient leurs pratiques discursives selon des règles de prise de parole, d'auditoire, d'argumentation, de disputes, de régulation spécifiques<sup>3</sup>.

La loi d'interdiction de la fracturation hydraulique nous permet de comprendre à quel point chaque décision est d'abord le résultat d'un processus complexe et indéterminé de luttes entremêlant savoir et pouvoir, dans une multitude de lieux faits de configurations d'acteurs et de régimes argumentaires différents, fonctionnant comme autant de champs de bataille.

### **Des théâtres d'affrontements divers / Les échiquiers ?**

#### ***Bataille sémantique / lutte autour de la définition du projet***

Pour imposer un problème ou présenter une solution, les combats politiques se mènent dans les arènes médiatiques autour de la définition des sujets. En quelques mois, GDS est passé de sujet inconnu à problème public numéro 1 que le gouvernement devait impérativement résoudre, en passant par une courte phase de lutte opposant deux définitions du gaz de schiste. Début 2010, les articles sont essentiellement publiés dans les sections « énergie » ou « économie » des journaux définissant le GDS comme une solution énergétique prometteuse capable de résoudre les problèmes de prix trop élevés des hydrocarbures et de dépendance aux pays producteurs, une deuxième définition faisant de l'exploration du gaz de schiste un problème environnemental majeur émerge dans les pages « environnement » à la fin de l'année.

---

<sup>1</sup> Article : [La France, premier pays à interdire l'exploitation des hydrocarbures](#).

<sup>2</sup> Analyses reposant en partie sur [l'article](#) de Sébastien Chailleux et Philippe Zittoun

<sup>3</sup> Livre : L'État sous pression : enquête sur l'interdiction française du gaz de schiste par Zittoun Philippe, Chailleux Sébastien, Sciences Po, 2021.

Au cours des deux premiers mois de 2011, les articles donnent la parole aux tenants de chacune des définitions. En énonçant que le GDS un problème environnemental et politique, les porte-paroles de ce discours de dénigrement font l'actualité quotidienne par leurs actions de mobilisation, et ils sont de plus en plus présents dans les médias, au point de s'imposer largement.

À partir du mois de mars, la plupart des journalistes couvrant le sujet, le plus souvent dans les pages « politique », finissent par objectiver le problème environnemental, au point que dans l'espace médiatique, le « problème » du gaz de schiste et de la technique de fracturation hydraulique devient un « fait » incontestable et incontesté. Cette victoire définitionnelle écrasante dans le champ médiatique est elle-même reconnue par les perdants de la bataille<sup>4</sup>. Ils confirment que c'est en majeure partie sur le sens des mots qu'ils ont perdu le combat.

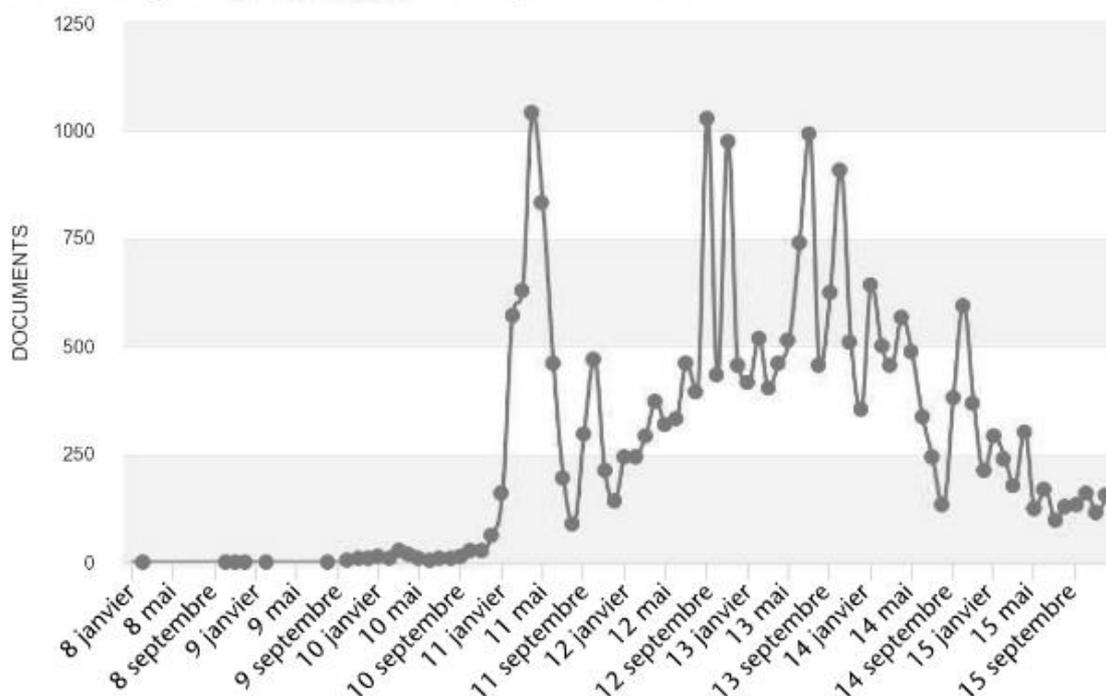


Figure 1: Attention médiatique au sujet « schiste » dans la presse française, janvier 2008-décembre 2015 selon P.Zittoun, source europresse.

Si les combats semblent se dérouler essentiellement dans les arènes médiatiques, les coulisses du monde politico-bureaucratique ont largement contribué à la lutte informationnelle contre le GDS.

#### *Luttes de pouvoir/ luttes de propriété du sujet*

Les luttes de sens sont indissociables des luttes de propriété du sujet entre ceux qui les mènent en d'autres termes : luttes de pouvoir. En effet, aucun problème et aucune proposition de solution n'existent sans que des individus acceptent d'en devenir les porte-

<sup>4</sup> Par exemple : Christophe de Margerie, président de Total, déclarant être « fasciné par la manière dont le terme "fracturation" a cristallisé les clivages » et se demandant s'il n'aurait pas dû utiliser un autre terme, ou Gérard Mestrallet, président de GDF-Suez, expliquant vouloir dorénavant utiliser un terme moins violent que « fracturation » comme celui de « massage de roche ».

paroles, de les défendre dans les forums médiatiques et publics et d'associer d'une certaine façon leur identité, voire leur carrière, à cet énoncé.

Au moment des affrontements, la mobilisation sociale soutenait le mot d'ordre « No Gazaran ! ». Ce mouvement initialement collectif et peu disposé à dégager un leader de ses rangs, fut phagocyté par la personnalité médiatisée et surexposée de José Bové. En effet, l'espace médiatique privilégia les porte-paroles qui disposaient déjà de ressources symboliques et contribua à dessiner l'un des principaux propriétaires. De la même façon, au sein d'un gouvernement, la gestion médiatique des problèmes et des solutions s'organise autour de ce que l'on peut nommer un cadastre, répartissant entre les ministres les territoires de propriété.

Le débat sur les GDS sera ainsi marqué par un conflit permanent et systématique entre deux ministres porteurs chacun d'une définition lui permettant de s'approprier le sujet : Éric Besson (propriétaire des politiques énergétiques) et Nathalie Kosciusko-Morizet (la ministre de l'Écologie)<sup>5</sup>.

Ces affrontements seront un élément structurant de la lutte sur le sujet que remportera cette dernière, compte-tenu à la fois de ses ressources politiques bien supérieures et de la définition problématique du GDS. Le Premier ministre a tenté de soutenir Éric Besson afin d'assurer un équilibre entre les deux ministres sans succès. Avec l'arrivée du nouveau gouvernement, ce conflit va se poursuivre entre leurs deux successeurs respectifs : Arnaud Montebourg et Delphine Batho.

### *Le champ de bataille politico-bureaucratique*

Bien que plus discret, le champ bureaucratique est d'abord un espace de luttes entre échelles décisionnelles. Pour comprendre la fabrique des politiques publiques<sup>6</sup>, il faut s'intéresser aux jeux hiérarchiques avec d'une part, les arènes interministérielles (lieux de luttes cadastrales où les directions s'écharpent à la recherche d'un arbitrage favorable) et d'autre part le découpage bureaucratique structurant lui aussi un certain cadastre des actions publiques (chaque direction, sous-direction, bureau dispose d'un périmètre d'actions et d'expertise).

Quant à la position gouvernementale sur le GDS, elle sera dans un premier temps fortement guidée par son administration. En effet, ce sujet est la propriété d'un bureau de l'administration au sein de la direction de l'énergie, le BEPH<sup>7</sup>, qui, muni du monopole de son expertise et de ses arguments, joue un rôle majeur dans la définition des problèmes et des solutions. Dès 2006, bien avant sa médiatisation en 2010, la question du GDS est abordée dans l'espace bureaucratique à l'initiative de compagnies étrangères en quête de nouvelles ressources qui souhaitent explorer le sous-sol français. Les trois demandes de permis évoquées ci-dessus sont officiellement déposées par la compagnie texane Schuepbach en

---

<sup>5</sup> D'un côté, Éric Besson considérait que l'exploration du GDS comme élément de cette politique publique faisait partie de ses prérogatives. De l'autre, NKM se considérait elle aussi propriétaire de ce sujet en tant que « problème » environnemental.

<sup>6</sup> La fabrique politique des politiques publiques : une approche pragmatique de l'action publique par Zittoun Philippe, Sciences Po, 2013

<sup>7</sup> Bureau exploration-production hydrocarbures (BEPH) de la direction de l'énergie du ministère de l'Écologie, en charge de l'octroi des permis d'exploration et les autorisations de travaux.

2008, après de nombreux échanges avec la direction de l'énergie. Une procédure officielle est engagée pendant deux ans<sup>8</sup> avant de bénéficier d'un avis favorable et d'être enfin soumise à la signature du ministre en charge du dossier.

Les débats autour des permis d'exploration ayant eu lieu dans l'espace confiné de l'administration, on ne retrouve à cette période aucune trace de réaction ou de contestation extérieures, ni de médiatisation à leur sujet. Cette absence de visibilité sera plus tard utilisée par les opposants qui développeront une argumentation autour d'une potentielle discrétion volontaire de la part du gouvernement<sup>9</sup>. Cela constituera également un levier important de mobilisation, notamment chez les élus d'opposition.

On constate une interdépendance dans l'espace public. Le bureau du BEPH sous la direction de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques de la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) du ministère de l'Écologie et du Développement durable ; qui formula la première réponse du gouvernement actant que le GDS ne serait pas un problème et qu'il serait impossible juridiquement de geler les permis déjà octroyés. Ce bureau se verra désavoué par le gouvernement quelques jours plus tard. Les permis seront suspendus et une mission d'experts sera créée. Celle-ci sera composée de deux ingénieurs des Ponts, Eaux et Forêts et deux ingénieurs des Mines qui remettront en question l'expertise du BEPH. Avec un peu de recul, on constate qu'elle est le fruit des luttes interministérielles qui se jouent en coulisses entre le ministère de l'Écologie et celui de l'Industrie.

### ***Le rapport, un instrument d'action publique***

Les rapports officiels sont des instruments d'action publique déterminant certaines représentations d'un problème public. Sébastien Chailleux, a comparé la production de rapports en France et au Québec sur le GDS : il y est démontré que le processus rédactionnel est d'abord contraint par des choix initiaux en termes de mandat et d'organisation, puis que les pratiques consultatives et référentielles des commissions contribuent à définir les significations de la controverse. Ces rapports diffusent ensuite certaines représentations du problème public qui suivent des trajectoires variées en fonction des acteurs susceptibles de porter ces arguments dans le débat public. Le rapport est un instrument de l'action publique grâce à sa capacité à légitimer certaines significations, mais il possède aussi des effets non maîtrisés, telle sa réutilisation hors du cadre du mandat.<sup>10</sup>

### ***Les autres oppositions parmi les combattants***

---

<sup>8</sup> Complément : les substances recherchées et le périmètre du permis sont rendus publiques afin que d'autres entreprises puissent éventuellement déposer des demandes concurrentes et prouver une capacité technique et financière supérieure à celle du premier demandeur. La publicisation passe principalement par le Journal officiel européen et français

<sup>9</sup> La segmentation des services est à l'origine de cette absence de visibilité ; l'autonomisation de chacun des segments et l'appropriation d'espaces de débat qui leur sont propres a largement démontré dans des travaux sociologiques sur les administrations et sur les problèmes publics.

<sup>10</sup> [Publication scientifique](#) : Le rapport, un instrument d'action publique. La controverse sur le gaz de schiste au prisme des rapports officiels, Sébastien Chailleux, 10 juillet 2019.

L'administration n'est pas la seule à mener les combats en coulisses, on y observera également l'ensemble des organisations engagées dans la lutte, qu'il s'agisse des grands groupes industriels, des associations environnementales ou encore des journaux.

Contrairement à ce que pense le grand public, il existe sur le GDS une différence de position au sein des groupes pétroliers. Tandis que Total et GDF-Suez restent sceptiques et avancent prudemment sur le sujet. Mais des petites compagnies souvent étrangères, telles que les Américaines Schuepbach et Treador ainsi que la canadienne Vermilion, investissent massivement dans l'exploration de ces hydrocarbures. Cette différence trouve néanmoins un écho au sein de l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP au sein de laquelle domine la voix des grands industriels français, intéressés par des questions de raffinage et de distribution, face aux petits industriels étrangers.

Total ou de GDF-Suez font face à des différences de point de vue entre la direction internationale de l'exploration, qui avance prudemment sur le sujet et leurs équipes qui sont très investies dans leur travail sur les permis d'exploitation.

A la même époque, la bataille pour le GDS a lieu au moment de l'accident de Fukushima, dans un monde de compétition entre différents groupes porteurs de sources d'énergie, la mobilisation des industriels pour sauver le nucléaire submergera totalement les discussions sur le GDS, au point que NKM déclarera : « Si vous ne voulez plus du nucléaire, vous aurez GDS. »

Cette compétition a aussi lieu au sein des associations environnementales aux ressources limitées et investies sur d'autres sujets, qui n'accorderont au départ que peu d'attention aux alertes portées par des acteurs du gaz de schiste venus frapper à leur porte. Une association « les amis de la Terre » va se saisir du sujet de manière plus importante que les autres et s'immiscer dans tous les pays à travers le monde sur la thématique GDS. Elle percevra d'importantes sommes d'argent<sup>11</sup> au cœur de la bataille en 2011.

Au sein des rédactions de journaux s'affronteront les journalistes en charge des sujets environnementaux et ceux en charge des sujets énergétiques ou économiques.

### ***Verdissement de la finance***

En 2001, la Caisse des Dépôt créé Novethic pour procéder à de la finance durable. Cette structure participera à l'évangélisation des débats et deviendra média de référence de l'économie responsable. Quand se poseront les débats sur le sujet des GDS, les ministres de l'écologie concernés s'appuieront sur cette structure. De nombreuses structures bancaires se devront désengager des projets au nom du [respect des principes d'équateur](#).

L'Accord de Paris pointait en 2015 l'importance de « rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers de faibles émissions de gaz à effet de serre ». Aligner les services financiers avec une trajectoire 1,5 °C implique de prévenir tout service financier au développement de nouveaux projets d'énergies fossiles et de conditionner les autres à l'adoption par les entreprises de plan de de fermetures des infrastructures existantes.

---

<sup>11</sup> Cartographie des financements de l'ONG en 2011, cf annexe.

Depuis 2015 et la COP21 un nombre croissant de banques, d'assureurs et d'investisseurs ont pris des engagements en matière de désinvestissement des énergies fossiles. Mais la majeure partie de ces mesures porte essentiellement sur le secteur du charbon, et rares sont celles qui s'étendent au secteur gazier et pétrolier. La plupart des banques et certains assureurs et investisseurs, au rang desquels on trouve AXA, Groupama et Scor, ont pris quelques engagements sur les forages en Arctique ou les sables bitumineux. Le secteur du gaz et du pétrole de schiste semble préservé des politiques d'exclusion et bénéficie toujours des services financiers des banques, assureurs et investisseurs français.

Sur le plan politique Ségolène Royal s'est opposée de nouveau au GDS en 2016 lors d'une décision du tribunal de Cergy [en faveur des GDS](#) et elle rappellera à cette occasion la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Cette loi rend nécessaire une révision globale de la politique en matière de d'exploration d'hydrocarbures pour s'inscrire durablement dans la lutte contre le changement climatique.

Le gouvernement continuera à tenter de légiférer pour limiter le phénomène. Porté par Nicolas Hulot, une semaine après le One Planet Summit, en 2017, l'Assemblée nationale a adopté la version définitive du projet de loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures. Ce texte permettra l'interdiction de l'attribution de nouveaux permis de recherche d'énergies fossiles, qu'il s'agisse de gaz, de pétrole ou de charbon, et limite le renouvellement des concessions existantes [à 2040](#). La France devenant ainsi le premier pays au monde à interdire la recherche et l'exploitation des hydrocarbures [sur son territoire](#). Forcés de constater que les banques françaises participent abondamment aux financements [des infrastructures américaines](#), en 2020, Bercy promettra alors de se désengager des financements publics aux énergies fossiles en France comme à l'étranger d'ici à 2035. Une trajectoire de sortie progressive sera alors [inscrite au budget 2021](#).

La crise du coronavirus et le contre-choc pétrolier ont mis en lumière les défaillances déjà bien réelles de l'industrie du pétrole et du gaz de schiste, qui par une croissance sauvage nourrit sa propre vulnérabilité. La finance française pourtant habituée depuis des années à investir dans le boom du pétrole et du gaz de schiste va certainement devoir revoir sa position. Société Générale, Crédit Agricole, Banque Populaire, Caisse d'Épargne, BNP Paribas, AXA, Rothschild & Co ont dans leur portefeuille, à des degrés variables, des entreprises dont la valeur a chuté en 2020 avec celle du pétrole américain. La détermination de ces banques et investisseurs à soutenir massivement et en dépit des risques le pétrole et le gaz de schiste, démontre un besoin de réglementation, pour inciter les acteurs financiers à cesser ces activités incompatibles avec l'Accord de Paris sur le climat.

### ***Conclusion sur la lutte informationnelle autour du GDS français***

Les luttes ne sont jamais jouées d'avance. David peut parfois gagner contre Goliath s'il sait choisir les terrains d'affrontement. Il s'agit encore d'un cas d'intelligence économique qui nous prouve à quel point la politique est un terrain de lutte permanent de lutte.

### Ce qu'il faut retenir du cas français

- **Batailles sémantiques :**

Requalification dans les médias, déplaçant GDS d'énergie prometteuse limite inconnu à problème public numéro 1

"fracturation / Fracking" au lieu de massage ect => terme fort inquiétant l'opinion public

"suspendre" au lieu de geler => technique de NKM pour décloisonner le sujet et le faire circuler dans les espaces ouverts

Autres....

- **Luttes de pouvoir**

Ce mouvement initialement collectif et peu disposé à dégager un leader, fut phagocyté par la personnalité médiatisée et surexposée de José Bové

Éric Besson (propriétaire des politiques énergétiques) vs Nathalie Kosciusko-Morizet (la ministre de l'Écologie) => luttes interministérielles

Sarkozy vs Hollande

Arnaud Montebourg et Delphine Batho => luttes interministérielles

BEPH vs autres administrations et comités d'expert

Champ bureaucratique et espace de luttes entre échelles décisionnelles.

- **Absence de consensus du côté des industriels**

Différence de position entre les grands groupes tels que Total et GDF-Suez, qui restent sceptiques et avancent prudemment sur le sujet, et les petites compagnies souvent étrangères, telles que les Américaines Schuepbach et Treador et la canadienne Vermilion, qui au contraire investissent massivement dans l'exploration de ces hydrocarbures.

**PARTIE II**

**TACTIQUES ETRANGERES POUR SORTIR DE LA  
GUERRE INFORMATIONNELLE**

On retrouve un certain nombre de mécanismes communs à ceux observés en France à quelques exceptions ou détails près. D'autres, pouvant être plus coercitifs ont pu être employés. Ces mécanismes, stratégiques ou tactiques, ont permis aux différentes autorités d'arriver aux situations actuellement observées dans le monde, sans nouvelle vague informationnelle constatées sur le sujet. Peu importe les positions tenues par chaque pays concerné à travers le monde, la dynamique d'affrontement informationnelle semble être arrivée à son équilibre.

**L'exploitation de l'organisation territoriale : territorialiser la guerre informationnelle et ses outils face à l'autorité d'État**

Nombre d'États fédérés ou fortement décentralisés, comme l'Allemagne, l'Espagne, le Canada, et les États-Unis sont impliqués dans le sujet des GDS. Dans une configuration de périmètres de compétences et de souveraineté variables et parfois superposés, l'usage des autorités territoriales pour empêcher voire stopper des vellétés fédérales a pu largement être utilisé comme moyen d'affrontement. Cette stratégie de territorialisation de la guerre informationnelle a permis d'agir sur le plan politique (luttres de pouvoir politique) et sur le plan législatif (cadre législatif complexe et contraint).

***Le cas de l'Espagne : frictions politiques entre État et communautés autonomes et environnement réglementaire défavorable avec le spectre de la corruption***

En Espagne de 2012 à 2016, d'importantes luttes de pouvoir entre le gouvernement central et les autonomies se sont opérées. Elles ont trouvé écho dans le secteur des gaz de schiste suspendant en conséquence régulièrement les permis d'exploitation délivrés, souvent délivrés par l'Etat Fédéral mais invalidés ou inexploitable localement.

De plus, sur la période, outre les oppositions des ONG, les prix ont chuté, rendant la rentabilité difficile. Pour ne rien arranger, le [scandale Castor](#) a paralysé une bonne partie des techniciens chargés d'encadrer les projets. Entre interdictions et abrogations, les industriels ne savaient plus où donner de la tête d'autant plus qu'aucun d'entre eux n'ont pu obtenir leur déclaration d'impact environnemental. Cette démarche indispensable pour pouvoir mener des prospections est une démarche en vigueur depuis 1990 pour tous les grands travaux publics.

L'échec de la « fracturation » n'est pas seulement dû à la pression environnementale. Le cadre légal n'aide pas non plus. En Espagne, un propriétaire immobilier n'a aucun droit sur le sous-sol, contrairement à ce qui se passe aux États-Unis. Dans ce contexte, les multinationales de la « fracturation » ont voulu suivre la stratégie des sociétés éoliennes en versant de l'argent aux municipalités. Mais les maires ont été plus réticents, voyant les problèmes des énergies renouvelables, le plus important étant celui qui s'est terminé avec le maire de La Muela reconnu coupable de corruption.

L'Espagne, état décentralisé dans sa constitution, a été mise à rude épreuve pendant la pandémie de Covid-19. Le gouvernement souhaite accentuer sa décentralisation, tant que certains parlent d'évolution vers une Espagne fédérale. Ce qui n'est pas pour arranger la question globale de l'énergie dans le pays, au-delà même des gaz de schistes.

### *En Allemagne, le gaz pour contrer le nucléaire*

En 2011, l'Allemagne avait besoin du gaz pour compenser l'abandon du nucléaire décrété par le gouvernement. A la même période, le conseil Allemand éditait un rapport en faveur de l'exploitation du GDS. Néanmoins des comités de citoyens demandaient plus d'information pour vérifier les impacts liés à l'extraction du GDS. L'Allemagne et la Suède font face à l'opposition de l'opinion publique.

Cependant, et en dépit de réserves limitées, l'Allemagne a entrepris d'exploiter ses gisements dans les années 2020, pour pouvoir palier à l'abandon du nucléaire. Au bout du compte, le pays fera le choix du gaz naturel, notamment avec le projet NordStream 2, contribuant à placer l'Allemagne comme hub énergétique en Europe.

### *Au Canada, le Québec vote un moratoire sur la technologie anéantissant toute possibilité*

Alors que l'exploitation du gaz de schiste bénéficie du soutien de l'Etat fédéral canadien et qu'elle se concrétise notamment dans la province phare de la Colombie-Britannique, les autorités de la province du Québec se sont organisées sur le plan politique et législatif. S'appuyant ainsi sur les craintes de l'opinion publique remontées par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement ([BAPE](#)), la pression citoyenne mais aussi sur le contexte électoral avec les tensions politiques d'alors avec le gouvernement central, la province du Québec vote en 2013 un moratoire pour 5 ans, dans l'attente d'éléments scientifiques démontrant l'absence de dommages à l'environnement et l'acceptabilité sociale de cette exploitation. Depuis 2013, ce moratoire est prorogé, notamment sur la base de l'acceptabilité sociale de l'exploitation des GDS et sur la densité de population des zones concernées.

Il faut noter que le gouvernement central canadien et celui du Québec ne s'affrontent pas sur les mêmes champs. Le second a joué la carte de la proximité et de la remontée terrain notamment, par l'intermédiaire du BAPE, sollicité dans le cadre d'une forte mobilisation sociale et politique. Le retentissement de ce sujet à l'échelle nationale ne sera que très faible, renforcé par le quasi-enthousiasme observé en Colombie-Britannique. Dans cette province, avec une forte réceptivité de la population sur le plan économique notamment, et une construction lente du débat avec un volet scientifique et d'enquête important, la mobilisation territoriale est beaucoup plus faible.

Le gouvernement central s'est appuyé pour sa part sur ses propres organes de contrôle et les organisations professionnelles (industriels de l'énergie) comme interlocuteurs publics, quelque peu à l'instar de ce qui s'est fait en Europe. Devant les divergences de ses provinces, l'Etat canadien ne s'est pas pleinement positionné et s'est défait de quelques dynamiques informationnelles. Le cas canadien est très évocateur de la stratégie européenne sur la question des GDS.

### *Sortir des champs d'affrontements informationnels et indiquer subtilement une orientation : le cas de l'Europe*

L'Union Européenne a pour rôle de définir un cap (ce que nous appellerons par la suite des orientations ou perspectives), des objectifs communs en matière énergétique. Ils sont notamment formalisés par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)<sup>12</sup>. Parmi ceux-ci, figure notamment le soin de garantir le fonctionnement du marché de l'énergie, en assurer la sécurité de l'approvisionnement, promouvoir l'efficacité ainsi que les économies d'énergie, mais également le développement des énergies renouvelables et en assurer l'interconnexion des réseaux énergétiques.

Toutefois, en dépit de ces orientations voire d'une stratégie commune au niveau européen, l'énergie et l'exploitation des sous-sols demeurent des sujets de souveraineté nationale revenant de ce fait à chaque État Membre. Autrement dit, la déclinaison et la mise en œuvre de ceux-ci revient aux États Membres. C'est par ce levier que l'Union Européenne s'est extirpée de la guerre informationnelle et de la responsabilité associée au GDS, non sans élaborer un " système " rendant plus que difficile la réémergence du sujet GDS au niveau européen, tout en ménageant les États favorables ou non au GDS. Tactiquement, l'Union Européenne, à l'instar au Gouvernement central canadien recentre la question autour de l'expertise et de la production de connaissances (rapports, programme de recherche, dispositions).

De ce fait, l'UE indique d'une part le périmètre de sa légitimité sur ce sujet et qu'elle ne peut être partie prenante dans l'arène publique dans laquelle on peut tenter de l'inclure localement. D'autre part, elle construit et maîtrise son propre champ de bataille informationnel dans lequel elle invite et légitime les parties prenantes qu'elle aura choisi. Enfin elle peut s'appuyer sur ce champ de connaissances et produire par conséquent une position officielle quelque peu subtile parfois, notamment avec le sujet de la taxonomie.

*Financements de projets de recherche et de rapports pour produire de la connaissance indépendante et de l'expertise*

Le programme Horizon 2020 est une caractéristique de ce rôle d'orientation qu'endosse l'Union Européenne. Il s'agit d'un programme-cadre pour la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020<sup>13</sup> centrant les financements sur l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux. Parmi les défis sociétaux que ce programme souhaite adresser, sont citées les « énergies sûres, propres et efficaces ». C'est dans ce cadre que le projet EUOGA et M4Shalegas, structurants, ont été lancés et financés, sous l'impulsion possible d'États membres favorables au GDS, dont l'exploitation relève de technologies innovantes. Il avait été notamment identifié par le groupe constituant le réseau européen de science et de technologie sur l'extraction des hydrocarbures non conventionnels a reporté dans la conclusion de leur rapport qu'il existe toujours une bataille sémantique dans le débat

---

<sup>12</sup> Union Européenne, 2012. Journal Officiel de l'Union Européenne, [Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne](#).

<sup>13</sup> Le [Programme Horizon 2020](#) vise prioritairement des projets interdisciplinaires, avec parmi les enjeux la prise en compte des préoccupations des citoyens (santé, environnement, énergies propres, ...) et apporter des éléments de réponse aux défis de société.

entre les ONG, la science et l'industrie, une absence de transparence dans les données obtenues et des certitudes concernant les aspects technologiques<sup>14</sup>.

### *EUOGA*

Le projet EUOGA (*European Unconventional Oil and Gas Assessment*), projet européen d'évaluation du pétrole et du gaz non conventionnel, lancé en septembre 2015 et commandé par le JRC-IET<sup>15</sup> et attribué à EuroGeoSurveys (EGS)<sup>16</sup> adresse dans sa réalisation cette problématique en développant et appliquant une méthodologie unifiée pour l'Europe. Regroupant des centaines d'experts des différents pays membres, cette institution possède les connaissances des sources pertinentes de gaz de schiste et de pétrole dans leurs pays respectifs.

La mission d'EUOGA était d'effectuer une évaluation scientifique fiable du schiste européen, ressources gazières et pétrolières permettant de créer une base éclairée sur les plans social, politique et décisions industrielles. Les principaux objectifs de l'EUOGA étaient les suivants :

- Développer une méthodologie commune d'évaluation des ressources de l'UE pour le gaz et le pétrole de schiste.
- Réaliser une évaluation des ressources européennes en gaz de schiste et en pétrole.
- Fournir une base de données interactive sur le Web et une application cartographique.

Ce projet s'inscrit dans un ensemble d'études et évaluations des richesses minières et fossiles, commandées par la Commission Européenne tout au long de la décennie 2010. Les objectifs de ces études furent de réaliser des évaluations et des recherches sur des techniques d'exploitation disruptives et durables pour l'environnement (Projet Blue Mining, EURare, ...).

Il est ressorti de cette évaluation, diligentée sur 82 formations minières dans 21 pays européens au total que le Royaume-Uni, au Danemark et en Ukraine détiennent les plus grandes ressources potentielles de gaz (89,2 milliards m<sup>3</sup> de GIIP) ; tandis que l'essentiel du potentiel de pétrole de schiste est observé en Bulgarie, au Royaume-Uni et en Ukraine (31,4 milliards de barils de pétrole). Par ailleurs, le rapport remis en 2017, recommande des recherches et des explorations complémentaires pour évaluer la qualité et l'exploitabilité du schiste en Europe, sans sortir de ses compétences sur d'éventuelles recommandations d'un point de vue social, politique ou économique.

---

<sup>14</sup> JRC, 2015. [European Science and Technology Network on Unconventional Hydrocarbon Extraction](#), annual report 2015

<sup>15</sup> Le [JRC](#) est le service scientifique interne de la Commission européenne. Il fournit la science pour les décisions politiques, pour s'assurer que l'UE atteint ses objectifs Europe 2020 pour une économie ainsi qu'un avenir sûr, sûr et durable. Le CCR joue un rôle clé dans l'Espace européen de la recherche et renforce sa pluridisciplinarité en réseautant largement avec les principales organisations scientifiques des États membres, pays associés et dans le monde.

<sup>16</sup> [EuroGeoSurvey](#) est une organisation internationale à but non-lucratif qui délivre des données géologiques scientifiques. L'organisation est spécialisée dans l'exploitation et l'évaluation des énergies fossiles, dont les membres sont des pays par le biais de leurs organisations correspondantes. C'est le BRGM qui en est membre pour la France.

## *M4Shalegas*

C'est le projet de recherche technique et sociale M4Shalegas<sup>17</sup>, commandé par la Commission Européenne, qui remplira cette fonction. Le programme implique 18 instituts de recherche de 10 États membres de l'Union Européenne, à des stades d'avancée différents en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste. M4Shalegas s'attache à l'examen indépendante et l'amélioration des meilleures pratiques existantes et des technologies innovantes pour mesurer, surveiller, atténuer et gérer l'impact environnemental de l'exploration et de l'exploitation du gaz de schiste en Europe. En définissant les meilleures pratiques pour mesurer, surveiller, et gérer les opérations d'exploitation et d'exploration, M4Shalegas vise à produire des recommandations scientifiques intégrées pour :

- Minimiser les risques environnementaux pour le sous-sol, la surface et l'atmosphère.
- Proposer des mesures de réduction et d'atténuation des risques.
- Proposer une approche de l'attitude du public envers le développement du gaz de schiste.

Dans le but d'apporter des « données probantes » au débat, les connaissances scientifiques produites par le projet M4ShaleGas couvrent ainsi (de façon non exhaustive) :

- Sur les coûts et les avantages du développement du gaz de schiste en Europe.
- Les implications sociales du GDS et les pistes pour y répondre.
- La nécessité éventuelle de modification de cadres réglementaires existants.

Comme le souligne le Dr Ter Heege (coordonnateur du projet), « une des principales conclusions du projet est que la taille des exploitations commerciales de gaz de schiste requise pour répondre aux besoins énergétiques introduit des risques supplémentaires d'impact local, par rapport aux gaz classiques, en raison des effets cumulatifs de forages et de fracturation hydraulique plus importants ».

Il ajoutera « une meilleure compréhension des risques associés à l'extraction du gaz de schiste et à la mise en œuvre des meilleures pratiques peut réduire considérablement les risques et stimuler un débat mieux éclairé sur ses coûts et ses avantages. »

La stratégie de production de connaissances, comme étant neutre, indépendante, experte et consensuelle (par la représentation d'un large consortium représentatif d'Etats membres) a été l'élément structurant de sortie de guerre informationnelle pour l'Europe en tant que partie prenante.

### *Marginalisation du GDS au travers des PIC et de la taxonomie : une construction politique*

Sur le plan des affrontements informationnels, l'Union Européenne s'est extirpée des affrontements comme nous l'avons vu précédemment. Toutefois, depuis la fin des projets EUOGA et M4Shalegas en 2017, à la manœuvre probable de lobbies et d'Etats plus influents,

---

<sup>17</sup> Le CORDIS, principale source de résultats de la Commission européenne des projets financés par les programmes-cadres de l'UE pour la recherche et l'innovation propose une présentation des résultats du [Projet M4Shalegas](#).

l'Union Européenne construit une vision politico-économique qui marginalise fortement les gaz de schiste. L'analyse des dynamiques autour des Projets d'Intérêt Commun (PIC) et de la taxonomie en Europe, nous le démontre.

### *PIC (Projets d'Intérêt Commun)*

Les PIC soutenus par la Commission, sont au cœur de la stratégie énergétique de l'Union, doivent répondre aux objectifs fixés : durabilité, accessibilité financière et sécurité d'approvisionnement. Ils participent de la définition des tendances futures en termes de choix énergétiques et d'infrastructures associées des pays de l'union, puisqu'ils bénéficient directement de subventions européennes et sont réalisés dans un maillage interconnecté et cohérent.

En vertu du règlement de 2013 sur le réseau transeuropéen d'énergie (RTE), la Commission européenne a adopté le 31 octobre 2019 la quatrième liste de projets d'intérêt commun (PIC)<sup>18</sup> pour un réseau énergétique européen connecté, adapté aux évolutions à venir, aux Européens une énergie propre, financièrement accessible et sûre. L'analyse de cette liste indique le choix de la couverture du besoin énergétique européen par du gaz naturel, dont l'accroissement dans le mix énergétique est facilité. Cette volonté est mise en œuvre par le soutien à trois grands types de projet :

- Le développement des sources d'approvisionnement en gaz naturel via des infrastructures de transport (Projet *Est Med*, ..., mais aussi *Nabucco*, *Southstream* qui ne verront pas le jour) et des terminaux méthaniers (Ile de Kirk) et de GNL (renforcement de capacité en Suède et Pologne).
- Le développement et renforcement des interconnexions (Nybro — Pologne/Danemark ; Pologne — Danemark [actuellement dénommé "Baltic Pipe"] ; Pologne — Lituanie [actuellement dénommé "GIPL"]).
- Le développement des Corridors prioritaires "Connexions pour l'approvisionnement pétrolier en Europe Centre-Est" ("OSC").

Autant de projets destinés à sécuriser les sources, et qui permettent de mettre en concurrence les producteurs – en Europe un producteur ne pouvant être un distributeur. La concurrence permet naturellement d'abaisser les coûts de l'énergie, et ainsi de marginaliser l'extraction du gaz de schistes sur le territoire européen, notamment dans les pays cités dans les projets retenus – dont plusieurs sont favorables au GDS. Le gaz de schiste s'en trouve pénalisé par son prix de l'extraction et son prix social.

Cette volonté observée est renforcée avec la création en 2021 de l'Agence Européenne pour le Climat, les Infrastructures et l'Environnement ([CINEA](#)), dont la mission est de financer un avenir vert pour l'Europe. La mission de CINEA est aussi d'aider les parties prenantes à mettre en œuvre le Green Deal européen grâce à une gestion de programme de haute qualité. Dans lequel ne s'inscrit pas le gaz de schiste dans l'état actuel des connaissances d'impact liées à la fracturation hydraulique.

---

<sup>18</sup> [Commission Européenne](#), 2019.

## *La taxonomie*

La taxonomie est née du plan d'action sur la finance durable de 2018, devant aboutir à une définition européenne commune et partagée des activités compatibles avec les objectifs environnementaux de l'Union. Les référentiels techniques qui y sont développés par des groupes de travail d'experts décrivent, à partir des données scientifiques, des activités « vertes ». Si la Commission et le Parlement partagent à peu près la même vision, on sait maintenant les divergences au sein des États membres. Pendant plusieurs mois, un bras de fer s'est engagé autour de la taxonomie avec la volonté française d'y inclure le nucléaire et celle des pays de l'Est d'y défendre le gaz.

Du point de vue pratique, une fois la taxonomie adoptée, elle représentera une liste de technologies ayant un rôle significatif pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Elle ne fournira pas de critères permettant de comparer ces technologies entre elles mais permettra d'orienter les financements privés et publics (nationaux et européens), vers les sources d'énergies « vertes », à partir de 6 objectifs environnementaux<sup>19</sup>.

Le 31 décembre 2021, après de longs mois de tractations et de lobbying, le texte final de la taxonomie intègre finalement le gaz naturel, sous conditions et comme « énergie de transition »<sup>20</sup>. En introduisant le gaz naturel dans celle-ci, le GDS s'en est retrouvé exclu (en l'état actuel des connaissances) du fait qu'il ne répond pas aux impératifs de la protection de l'eau.

En conclusion, la Commission Européenne adopte une position ambivalente dans cette guerre de l'information sur le GDS, occupant à la fois le plan politique et le plan scientifique.

### *En Chine, les rapports officiels, instruments de propagande pour faire face aux contestations locales et utilisation de la force comme moyen de persuasion*

En février 2019 à la suite de plusieurs "[séismes artificiels](#)" produits dans la ville de Zigong province du Sichuan, tuant au moins 4 personnes et en blessant de nombreuses autres. Les habitants pensent que cela a été causé par l'exploitation GDS car depuis le début de l'exploitation du GDS l'année précédente il y a eu plus de 100 petits tremblements de terre, et depuis ils s'intensifient lentement. 10 000 personnes sont descendues dans la rue pour protester. L'incident s'est intensifié le jour suivant. Wanmin s'est rassemblé devant le

---

<sup>19</sup> Les 6 objectifs environnementaux de la taxonomie sont l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la transition vers une économie circulaire, la prévention et contrôle de la pollution, la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes, l'utilisation durable et la protection de l'eau et des ressources marines.

<sup>20</sup> Le gaz « naturel » est une énergie fossile, la troisième source d'énergie primaire après le pétrole et le charbon en consommation mondiale. Il est utilisé dans l'industrie, le transport et majoritairement pour la chaleur résidentielle mais également dans la production d'électricité. En effet, de plus en plus de pays remplacent leurs centrales thermiques de production d'électricité à partir de charbon par des centrales thermiques à gaz du fait de deux caractéristiques essentielles : la rapidité de construction des centrales à gaz (entre 2 et 5 ans) et la pilotabilité de leur production (comme pour les centrales nucléaires et hydrauliques). Elles sont par ailleurs souvent indispensables en présence d'énergie solaire et éolienne sur un réseau électrique pour assurer la production. C'est dans cet objectif de remplacement de technologies plus polluantes et de compensation de l'intermittence de l'éolien et du solaire que le gaz est considéré comme une énergie clé de la transition énergétique.

gouvernement du comté, a enfoncé la porte du gouvernement et la manifestation a été sévèrement réprimée par la police. Cinq enfants ont été battus, et leurs blessures étaient telles qu'ils ont été envoyés à l'hôpital populaire du comté pour y être soignés. Le magistrat du comté a prétendu suspendre l'exploitation minière mais le public soupçonnait l'inverse car la région représente 1/6 du gaz de schiste estimé en Chine. Quelques jours plus tard, certaines personnes confirmeront la poursuite de l'exploitation.

En septembre 2021, à la suite du tremblement de terre de Luxian, de Wenchuan et de Lushan, des experts sont intervenus dans les médias pour désincriminer [l'impact des GDS](#) et calmer l'opinion public. L'un des principaux arguments pour discréditer les recherches étrangères et que la géologie L'un des principaux arguments pour discréditer les recherches étrangères et que la géologie chinoise impose des techniques différentes & que les leurs sont par conséquent sont meilleures. Mais certains chercheurs expatriés tel que Liu Zhikun, tiennent un discours différent et se montrent critiques :

« Les pays étrangers ont fait beaucoup de travaux de recherche sur les tremblements de terre induits par l'exploitation du gaz de schiste, mais je pense que le travail national est loin d'être suffisant. L'un est que notre pays a des investissements insuffisants dans cet aspect, et l'autre est que pour l'exploitation du gaz de schiste, Le degré de divulgation des données des entreprises n'est pas suffisant, ce qui limite les recherches ultérieures. Par exemple, si vous étudiez l'impact de l'exploitation du gaz de schiste sur la structure souterraine, vous devez savoir quelle quantité d'eau est injectée dans le sol et à quelle vitesse. »

Les rapports officiels et privés servent d'instruments de l'action publique pour faire face aux contestations locales et utilisation de la force comme moyen de persuasion.

### ***La coercition reste un outil mobilisable***

#### *Dissuasion militaire et propagande Russe dans le cas de l'Ukraine*

En 2014, Shell investit dans l'exploration du GDS à Kharkiv et de Donetsk, mais en 2015, l'explorateur quitte le projet<sup>21</sup>. Parmi les principales raisons de la sortie, les experts pointent le début de la guerre dans l'est de l'Ukraine et la pression exercée sur l'entreprise par la Russie couplée à de la propagande anti-GDS auprès des populations locales. En 2020, la société d'État Naftogaz prévoyait de commencer les premiers travaux d'exploration quand des campagnes de propagande originaires de Russie ont refait surface<sup>22</sup>. En ce mois de janvier 2022, l'entreprise Naftogaz n'a toujours pas accès au foncier local face à la contestation de la population.

#### *La corruption de parties prenantes potentielles*

La Pologne souhaite réduire sa dépendance au gaz par rapport à la Russie et a créé une législation adaptée, c'est une des priorités du pays que d'exploiter son GDS. Varsovie fait appel à des sociétés compétentes dont Chevron Europe. Malgré un environnement politique favorable la population attend un certain encadrement de la part des autorités. Ce fut pour

---

<sup>21</sup> Le journal local Epravda fait état du [départ de Shell du projet GDS](#).

<sup>22</sup> [Article](#) du média Liga publié en janvier 2022.

cette raison que le gouvernement n'hésita pas à arrêter sept hauts fonctionnaires dont 3 rattaché au ministère de l'environnement, le chef du Département de géologie et des concessions géologiques, deux employés de ce département, un employé de l'Institut géologique polonais lorsqu'ils suspectés de corruption lors de l'octroi d'une concession de gaz de schiste<sup>23</sup> parmi les 100 accordées sur la période.

Cette tentative de manipulation par la corruption est un échec mais démontre que celle-ci reste mobilisable dans le cadre d'une guerre de l'information et d'une guerre économique. Plus coercitive et frontale que l'usage de l'influence, elle demeure un outil que d'aucuns sont prêts à y recourir. De ce fait, elle ne doit être oubliée dans les dynamiques d'affrontement.

***Au-delà des frontières et des gouvernements : l'usage de normes et des concepts écologistes pour impacter directement les acteurs privés du GDS***

La normalisation et la diffusion massive de nouvelles doctrines sont des outils puissants, historiquement utilisés dans la guerre économique, que les organisations, gouvernementales ou non, ont su mobiliser voire renouveler pour défendre leurs positions, dans différentes sphères. Le GDS, que nous avons considéré au prisme des Etats et des organisations gouvernementales jusque-là, n'a pas été épargné. Se défaisant des frontières étatiques et géographiques, les ONG, par l'intermédiaire d'acteurs économiques privés, participent de la guerre économique en ciblant directement l'activité. Ce fait est particulièrement intéressant dans l'affrontement par l'emploi d'intermédiaires normatifs, visant directement l'activité des acteurs privés.

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont des dimensions englobant les activités d'une entreprise pouvant avoir des impacts sur la société ou l'environnement. L'ESG se diffuse à grande échelle. En Europe, pionnière en matière d'ESG, PwC estime que les actifs ESG représenteront entre 41% et 57% du total des encours des sociétés de gestion d'ici à 2025. Des agences de notation, indépendantes sur le principe, réalisent les évaluations sur les critères ESG des entreprises.

Les financements intégrant des objectifs verts, sociaux ou durables sont en train de devenir la norme sur des marchés financiers convaincus de la vertu entraînant de ces outils. On parle de verdissement de la finance, aujourd'hui utilisé comme levier, non pas de guerre informationnelle, mais de guerre économique par les détracteurs du GDS.

Très rapidement, ceux-ci ont utilisé cette évolution structurelle du tissu économique pour contrer les opérateurs du gaz<sup>24</sup> à l'échelle européenne voire mondiale. Parmi les détracteurs, l'ONG « Amis de la Terre » a été largement présente et impactante dans les oppositions citoyennes face aux Etats, notamment par la filiale Reclaim Finance<sup>25</sup>. Filiale largement soutenue par des acteurs du secteur énergétique renouvelable essentiellement solaire/éolien et /ou ayant des activités de conseil et d'ingénierie dans l'énergie, auprès de collectivités. De

---

<sup>23</sup> Le média local Gazeta Prawna résume l'affaire dans son [article](#) daté de 2012.

<sup>24</sup> Ils incluent GDS et le gaz conventionnel dans leur doctrine de combat.

<sup>25</sup> Cf annexe IV.

telle sorte que des liens d'intérêts existent entre opposés au GDS et à toute forme d'hydrocarbure, et acteurs qui investissent dans des actifs énergétiques au nom de la transition énergétique.

Les détracteurs en s'associant à d'autres acteurs soucieux des enjeux climatiques ont pu faire incorporer des critères ESG auprès des grandes banques pour informer le secteur de certaines sources de financement (le cas BNP en 2017<sup>26</sup> en est un exemple fort). Certaines parties prenantes indirectes, celles qui ne s'impliquent pas directement dans le combat mais qui ont des liens indirects avec ces acteurs sont également présentes sur d'autres registres et promeuvent la subversion des Etats comme c'est le cas pour l'Open Society.

En 2017, on observe une montée en puissance des actions anti-finance du GDS. A l'occasion de la COP26, nous observons une recrudescence des pressions contre les argentiers et les firmes du secteur. Le combat des ONG telles que Reclaim Finance, Les Amis de la terre ou encore l'allemande Urgewald, est un combat devenu global, visant toutes formes d'évolution des énergies fossiles, et qui s'est largement internationalisé. Dynamique d'affrontement menée avec succès. En effet, en 2020, plus de 75% des investisseurs institutionnels européens interrogés prévoient de cesser d'acheter des produits non-ESG dans les deux ans qui viennent. La crise mondiale du Covid-19 n'a fait que renforcer l'importance de l'ESG. Les questions sociétales et de gouvernance sont devenues centrales au plus fort de la crise. Et les plans de relance élaborés par de nombreux Etats feront la part belle à la transition énergétique et environnementale, véritable accélérateur de croissance durable.

En 2021, à l'occasion de la COP26, Urgewald, publie à l'attention du grand public la *Global Oil & Exit List*<sup>27</sup> (cf figure 7) identifiant ainsi les plus grands expansionnistes du pétrole et du gaz. Dans la liste désignant les firmes les plus polluantes par secteur d'activité, nous y retrouvons celles qui extraient du GDS par technique de fracturation hydraulique. Cette liste noire sera celle qu'ils désigneront « *Against the futur* » et qui sera reprise notamment par une vingtaine d'ONG significatives sur le plan médiatique. L'observatoire de la finance durable<sup>28</sup> relayera également cette liste dans son rapport de recommandation N°2 du 22 septembre 2021<sup>29</sup>. Il propose que soit retenu des indicateurs à moyen-terme (dès 2023-2024), et en cohérence avec les données publiques à disposition dont en particulier la dite « Gogel ».

Dans le cadre de son rapport, sous le prétexte du soutien à la transformation et la décarbonation de l'ensemble de l'industrie des énergies fossiles, l'Observatoire recommande de prendre des dispositions visant au désengagement des entreprises actives dans la production pétrolière et gazière de leur participation à des acteurs spécialisés actifs dans le développement d'énergies non conventionnelles (...). En version courte, de se détourner des

---

<sup>26</sup> Cf annexe.

<sup>27</sup> Également nommée [Gogel](#).

<sup>28</sup> [L'Observatoire de la Finance Durable](#) est une initiative d'état visant à accompagner la transition énergétique et le modèle économique des financiers, assureurs et industriels du secteur des hydrocarbures, et notamment celles dites non conventionnelles. Le Comité Scientifique et d'Expertise se compose d'un collège ONG, un collège académique, un collège Expert, et un collège Pouvoirs Publics. On note dans le comité de pilotage du Finance ClimAct, projet porté par l'Observatoire, l'ADEME, l'AMF, le Commissariat Général au Développement Durable, GreenFlex et Finance for Tomorrow.

<sup>29</sup> [Observatoire de la Finance Durable](#), 22 septembre 2021.

investissements quelconques dans des énergies non conventionnelles et ne correspondant pas à l'idéologie de l'énergie verte.

Company	HQ country	Hydrocarbons Production 2020	Fracking	Tar Sands	Arctic	Short-term Expansion	Unconventional Expansion	Reputational Risks Project Names
Saudi Arabian Oil Company (Saudi Aramco)	Saudi Arabia	4396	0.5 %	0.0 %	0.0 %	15186	2.6 %	
PJSC Gazprom	Russia	3404	0.0 %	0.0 %	74.1 %	16656	52.5 %	<a href="#">Nord Stream 2</a>
PetroChina Company Ltd	China	1894	15.5 %	0.2 %	0.0 %	1567	81.6 %	<a href="#">Xinjiang</a> , <a href="#">Vaca Muerta</a> , <a href="#">Amazon Sacred Headwaters</a> , <a href="#">Alberta Tar Sands</a> , <a href="#">Scarborough Gas</a>
Exxon Mobil Corporation	USA	1576	21.9 %	7.3 %	2.5 %	7387	73.0 %	<a href="#">Guyana</a> , <a href="#">Permian Basin</a> , <a href="#">Alberta Tar Sands</a> , <a href="#">Vaca Muerta</a> , <a href="#">Cabo Delgado</a>
TotalEnergies SE	France	1023	5.8 %	2.9 %	5.0 %	4305	32.1 %	<a href="#">EACOP</a> , <a href="#">Arctic LNG 2</a> , <a href="#">Myanmar Military</a> , <a href="#">Cabo Delgado</a> , <a href="#">Guyana</a> , <a href="#">Vaca Muerta</a> , <a href="#">Alberta Tar Sands</a> , <a href="#">Barents Sea</a>
Petróleo Brasileiro SA – Petrobras	Brazil	923	0.2 %	0.0 %	0.0 %	7196	79.9 %	<a href="#">Vaca Muerta</a>
Equinor ASA	Norway	741	12.5 %	0.0 %	20.1 %	2676	65.0 %	<a href="#">Barents Sea</a> , <a href="#">Vaca Muerta</a>
Canadian Natural Resources Ltd (CNRL)	Canada	425	9.3 %	57.5 %	0.0 %	344	100.0 %	<a href="#">Alberta Tar Sands</a>
EQT Corporation	USA	292	99.9 %	0.0 %	0.0 %	2387	100.0 %	
Wintershall Dea GmbH	Germany	229	1.5 %	0.0 %	54.7 %	476	26.1 %	<a href="#">Barents Sea</a> , <a href="#">Vaca Muerta</a>
Santos Ltd	Australia	105	0.0 %	0.0 %	0.0 %	476	3.3 %	<a href="#">Narrabri CBM</a>

Note: Hydrocarbons production and short-term expansion in mmboc

Figure 2 : Extrait de la Gogel list

Au regard des parties prenantes du Finance ClimAct – dont l'ADEME, on peut déceler la tactique d'infusion dans des sphères liées aux instances du pouvoir, qui ont conséquemment impacté Total et Engie en 2021, dans leurs activités françaises et européennes<sup>30</sup>. Désormais, les entreprises gazières et pétrolières se plient aux normes ESG et aux contraintes posées par des intermédiaires économiques : des agences indépendantes, comme S&P Global évaluent leurs critères ESG ; et les entreprises amorcent des démarches de transparence sur leurs activités, scrutées sur le plan européen. En parallèle, elles investissent massivement (technologiquement, commercialement et financièrement) outre-Atlantique et dans les pays producteurs d'énergies pétrolières et gazières. En parallèle, ce sont des connaissances et des expertises développées et transférées en dehors des frontières d'origine de Total et d'Engie.

Par ailleurs, entre verdissement de la finance, idéologies, guerre économique sur le sujet de l'énergie, et pression d'acteurs économiques concurrents, ces stratégies révèlent les contradictions difficilement tenables du gouvernement, qui détient une participation dans les majors françaises Total et Engie.

<sup>30</sup> Voir les cas BNP et Engie en annexe III, détaillant les positions européennes et extra européennes divergentes que se doivent de tenir les entreprises.

## ***Le cinéma et la publicité comme outil de softpower pour les anti-GDS aux Etats-Unis***

En septembre 2010, le documentaire "[Gasland](#)" sort outre Atlantique et se retrouve nommé aux oscars. Le grand public découvre alors la thématique du GDS et la polémique retentit jusqu'en France.

En 2012, sortie de *Promised Land*, de Gus Van Sant. Dans ce film, Matt Damon interprète un employé d'une compagnie gazière proposant de lucratifs contrats à des ruraux endettés de Pennsylvanie qui subiront les conséquences environnementales néfastes du fracking. Le film est critiqué en avril 2012, soit avant sa sortie en salles, par les financeurs du film, pro-gaz de schiste, Fracknation. Ils critiquent le fait que *Promised Land* va augmenter les craintes de la population vis-à-vis du fracking alors que la Pennsylvanie, Etat pro-gaz de schiste qui a inspiré le film, et l'USEPA, agence gouvernementale de protection environnementale, n'ont jamais prouvé de liens entre le fracking et la pollution des eaux. Fracknation sort en salle le même jour que *Promised Land* afin de diminuer les recettes du film et l'influence qu'il pourrait avoir sur les populations.

En septembre, des habitants de Pennsylvanie, lieu où fut tourné le film, créés un site facebook opposés à la fiction. Ils dénoncent l'hypocrisie du cinéaste qui leur prétendait être pro-gaz de schiste lorsqu'il était sur place durant le tournage. Ils présentent également l'acteur Matt Damon comme une personne qui promeut, depuis 2010, le Working Families Party, qui œuvre, entre autres, pour prévenir des risques liés au forage gazier. Avant la sortie en salles de *Promised Land*, l'IPAA, lobby pro-gaz, fait savoir qu'il va communiquer aux critiques de cinéma des preuves scientifiques contre la propagande négative du film. Il fait également distribuer des notes d'information à tous les spectateurs avant sa projection. Enfin, il utilise facebook et twitter pour faire sa communication contre le film. Le lobby gazier ayant eu peu d'impact face à *Gasland*, premier film anti-gaz, décide de changer de tactique et préfère présenter *Promised Land* comme un film cliché, condescendant et sans intérêts.

En Pennsylvanie, le lobby pro-gaz, Marcellus Shale Coalition, a acheté 16 secondes de publicité pro-gaz auprès de 75% des cinémas pour que cette dernière soit diffusée avant la projection du film. Enfin, les républicains ont critiqué le fait que le film a bénéficié du support financier d'Abou Dhabi, grand exportateur de gaz naturel et concurrent direct du gaz de schiste des États-Unis.

En avril 2013, Josh Fox présente *Gasland 2*, une odysée internationale révélant les secrets, les mensonges et les contaminations liés à la fracturation hydraulique. Il remet en question le mythe du gaz de schiste comme alternative au pétrole présenté par l'industrie gazière. Il insiste sur les fuites de gaz permanentes des puits, y compris après la fin de leur exploitation. Il dénonce la contamination des eaux et les risques que cela fait encourir aux familles, aux élevages et aux plantations. Il finit par présenter le méthane comme étant un gaz contribuant massivement au réchauffement climatique.

Quelques mois plus tard, Josh Fox sort un autre film, *Gaswork*, dans lequel il expose la dangerosité des emplois liés au fracking notamment à cause des produits chimiques et leur impact sur la santé. Il dénonce également le nombre important d'accidents de travail et le fait que cette industrie a un taux de fatalité sept fois supérieur au taux national américain.

## CONCLUSION

Le GDS est désormais un sujet clos même s'il a été un peu remué de nouveau avec le Code Minier en réforme pendant l'année 2021. On parle souvent des Etats-Unis sur cette question, mais en changeant de prisme on peut voir en quoi la France a pu inspirer les affrontements et dynamiques, tant favorablement que défavorablement.

Le cas Gaz de Schiste peut désormais devenir un cas d'école concernant la Guerre de l'information avec un retentissement mondial (malgré des « ajustements » locaux). Il est intéressant de voir à quel point la France a pu être pionnière et quels enseignements sont à tirer concernant la mise en arène publique d'un sujet de haute expertise, sensible et complexe, du fait aussi des enjeux stratégiques et souverains qu'il peut porter.

Ce qui en fait un cas d'école notamment est l'encercllement cognitif complet par une multitude (multiplication volontaire) d'acteurs non experts d'un sujet de haute expertise (la mise en arène publique) en exploitant nombre de « faiblesses » comme outils de guerre informationnelle : gouvernance quasi-illisible & multi-pouvoirs, querelles interpersonnelles, interministérielles et politiques ; idéologies et calendriers électoraux, manque de cap et de prospective (d'IE en somme...)

Pourtant, on peut noter aussi les conséquences moins visibles de cette guerre informationnelle sur les GDS : la guerre économique dans le secteur de l'énergie a été invisibilisée voire oubliée. Plus précisément, les leviers, outils, espaces et acteurs mobilisés, notamment en défaveur de l'exploitation de gaz de schiste en Europe, en particulier en France, ont permis d'occulter la question de la souveraineté énergétique de l'Europe sur le long terme, et de la place stratégique de cette dernière dans ce même secteur en tant qu'acteur.

Par ailleurs, nous aurons pu noter que la question du gaz de schiste est intimement liée à la question du gaz naturel, les deux ayant du mal à cohabiter en Europe (la compétitivité prix/produit et le coût social du second lui donnant l'avantage sur le premier)

La grille d'analyse et d'approche issue de ce cas d'école pourrait se voir compléter par le volet « Numérique et réseaux sociaux », qui à ce jour, multiplie et interconnecte les théâtres d'affrontements... tout en donnant la possibilité de décupler l'encercllement par des petits acteurs. Cet encercllement amplifiera donc l'impact de la mise en arène publique.

Enfin, le cas d'école d'intelligence économique du gaz de schiste mettra en exergue des éléments fondamentaux à retenir. Pour rappel, un rapide tour de table dans la population indiquera, qu'à l'évocation du GDS, si tant est qu'il est connu, montrera que la connaissance en tient à ces quelques points :

- Energie fossile ou « extraite du sol ».
- Risques de séismes et vecteurs de contamination des sols, non-respect de l'environnement.
- Lucrativité (voire enrichissement des majors pétrolières), créations supposées d'emploi, capitalisme.

La question de la souveraineté énergétique et de la prospective, ni celle de l'analogie avec d'autres énergies extractives (comme le gaz naturel), ni celle de l'impact réel des importations

énergétiques ou des énergies dites alternatives ne sont abordées à destination du grand public.

Dans le cadre de ce rapport d'analyse, il est apparu que le sujet des GDS est éminemment plus complexe que nous pouvons tenter de simplifier en deux grands niveaux de structuration : il s'agit d'un sujet de guerre économique au niveau étatique et mondial, alors qu'il s'agit d'une guerre de l'information au niveau sociétal et local.

## **TABLE DES ABREVIATIONS / ACRONYMES**

GDS : Gaz de Schiste.

GNL : Gaz Naturel Liquéfié.

EUOGA (EU Unconventional Oil and Gas Assessment).

EIA : Energy Information Administration (Administration Américaine d'information sur l'Énergie).

IEA : International Energy Agency (Agence Internationale de l'Énergie).

## ANNEXE I – PRESSION DES ONG SUR LA FINANCE ET LES MAJORS

### *Le Cas BNP qui cède en 2017*

Ce cas est intéressant. La banque cède après une forte contestation de la société civile mais aussi d'une coalition de 130 investisseurs responsables. Elle précise également cesser toute relation avec les acteurs [centrés sur ces activités](#). La BNP était dans le collimateur des ONG depuis de longs mois, et pour certaines, de longues années. En 2017, elle retire sa participation au projet contesté [de l'oléoduc Dakota](#). Si ce dernier ne concernait pas GDS mais le pétrole, il démontre bien la confluence des combats et les relais d'influence entre les ONG locales et celles telles que les amis de la terre. Il y a bien une convergence des luttes qui aboutissent à faire plier les acteurs [économiques](#), politiques, [financiers](#) et industriels.

Démonstration d'une action de smart power de la part de l'ONG « Les amis de la terre » : La présence de Juan Mancias, le chef de la tribu Esto'k Gna et président de la branche texane du Mouvement des Indiens d'Amérique. Lors des assemblées générales de Société générale et BNP Paribas du 23 mai 2017 au côté de l'ONG. Pour demander aux banques françaises de mettre un terme à leurs mandats de conseil pour les projets de terminaux gaziers Texas LNG et Rio Grande LNG, dans le sud du Texas, [aux États-Unis](#).

Deux mois auparavant, l'ONG avait pris soin de diffuser une [lettre ouverte d'information](#) relayée par le média Novethic, afin de lancer la guerre de l'information avant l'AG du 23 mai. (Nous développerons la finance institutionnelle responsable et en guerre contre le GDS Infra) Les Amis de la terre sont accompagnés dans ces combats financiers par des acteurs spécialisés dans la traque aux financements d'activités polluantes. C'est le cas de [l'ONG Banktrak](#) dont le siège est aux Pays-Bas, et qui aura contribué à faire plier les deux banques françaises.

Banktrak est une petite structure financée par des fondations telles que krfnd, le fond Tillia. Ces deux derniers fonds qui financent également **Reclaim Finance** comme nous l'avons démontré supra.

D'autres fondations, nombreuses, telles que [Rockefeller foundation](#) abondent pour répondre aux besoins financiers de Banktrak. Rockefeller a des investissements dans l'éolien aux États-Unis.

Enfin, des institutions telles que la banque de France, érigent un code de conduite et une ligne de conduite au travers un [rapport d'investissement responsable](#).

### *Le cas Total et d'Engie (2021)*

**Contre-offensive par une ESG qui se veut respectable de l'environnement et de la population**  
Conscient des enjeux médiatiques, sociétaux, Total est un cas emblématique. Exclue de tout projet de GDS en France, la firme mise gros sur les projets outre atlantique. Pour y parvenir, elle réalise d'importants investissements en coopération avec Siemens Energy, pour étudier les moyens de réduire les émissions de carbone dans la production de GNL. Par exemple, Total est un des industriels majeurs dans l'exploitation du gaz de schiste argentin, aux côtés d'autres majors américaines, pour appuyer et compléter la société argentine YPF. Total est partenaire de la joint-venture pour l'usine d'exportation de GNL Cameron de Sempra Energy en Louisiane. Au Mexique, le groupe français détient une participation dans l'usine de

liquéfaction *Energia Costa Azul de Sempra*, actuellement en construction. La firme a aussi des intérêts avec le plus grand exportateur américain de GNL, *Cheniere*. Une grande partie du gaz est foré dans des bassins de schiste qui s'étendent de la côte américaine du golf au nord-est jusqu'à l'ouest du Canada.

En février 2021, *Cheniere* a annoncé qu'elle fournirait à ses clients de GNL des données sur les émissions associées à chaque cargaison qu'elle produit dans ses deux terminaux d'exportation américains, dans le but de rendre son empreinte environnementale plus transparente.

Ces firmes verdissent leur image au travers des agences d'évaluation telles [que S&P Global](#), pour maintenir des niveaux de notation ESG leur permettant de s'alimenter sur les marchés de capitaux. C'est la réponse structurée que ces entreprises semblent apporter à leurs contradicteurs européens qui les traquent jusqu'en Amérique du Nord. Dans le même temps la société, *NextDecade* a lancé un projet agressif de capture de carbone lié à son projet de terminal de liquéfaction Rio Grande au Texas, projet duquel s'est retirée la société Engie le 20 novembre 2020, sur décision de son actionnaire majoritaire, l'Etat français. Cette décision étant motivée par la pression constante et croissante des ONG.

Concernant le cas d'Engie, nous nous arrêterons sur cette information que révèle S&P Global dans une édition du 11 Novembre 2021<sup>31</sup>, un contrat commercial conclu avec *Cheniere Energy* depuis le terminal de liquéfaction Corpus Christi. (Confirmé par une lettre adressée par *Cheniere* [au DOE](#)). Contrat sur une base départ navire principalement au terminal de regazéification de Montoir de Bretagne en France. Ce SPA couvrait la livraison de jusqu'à 12 cargaisons par an de 2018 à 2023.

Sous le seuil minimum d'un montant nécessitant déclaration et autorisation auprès de l'actionnaire principal du groupe, l'Etat français, qui laisse entendre qu'il n'aurait pas été informé de cette transaction ... Ce contrat pour lequel il est difficile de croire que l'Etat ne fut pas tenu au courant, met en exergue les contradictions qui persistent entre les discours et les actes, et peut être entre les intérêts des ONG dont le combat procure une survie et les intérêts nationaux de diversification des ressources.

## ANNEXE II - VERDISSEMENT DES FONDS

**Reclaim Finance** dépend « des amis de la terre », ils s'opposent et dénoncent les finances des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels dont le GDS. Sa présidente, Lucie Pinson (Formée aux amis de la terre) est lauréate 2020 du prix Goldman pour l'environnement pour la région Europe. Reclaim Finance est soutenu par la Grassroots Fondation.

**Grassroots Fondation** : ONG Allemande basée à Warendorf, qui lutte depuis 1999 et qui soutient les mouvements de la société civile dans leurs combats pour la protection de la nature et le respect des droits humains. On soulignera la convergence des luttes et des acteurs de la société civile : droits humains, environnements, transparence financière. (Rejet global d'un modèle de société, voire de civilisation) « Grassroots vise à renforcer les groupes et mouvements non gouvernementaux dans leurs efforts pour contester les pratiques de développement destructrices et antidémocratiques que de nombreux gouvernements et entreprises promeuvent ». « Grassroots Foundation cherche à fournir un soutien là où de petites subventions peuvent potentiellement faire une grande différence et affecter les politiques et les pratiques dans la région ou le pays au sens large ou au niveau international. Le financement de base se concentre sur l'Europe de l'Est, mais il apporte également un soutien à des groupes dans d'autres régions par le biais de son utilisation des terres et de ses activités bancaires et financières ». Bien que grassroots soit une fondation allemande, son orientation est internationale et européenne. Un aspect essentiel de leur travail consiste donc à renforcer les liens entre les mouvements de la société civile du Nord et du Sud et de l'Est et de l'Ouest. Les 4 programmes thématiques : Réformer les agences de crédit à l'exportation et les banques, soutenir le mouvement antinucléaire, soutenir une utilisation des terres qui profite aux hommes et à la nature, arrêter la propagation des organismes génétiquement modifiés (OGM). Afin de maximiser leur impact au niveau régional, les programmes antinucléaire et OGM sont orientés vers l'accompagnement des groupes d'Europe de l'Est.

### **The Sun Rise Projet**

ONG Fondée en Australie en 2012, et particulièrement militante pour faire adhérer l'Australie à un programme massif d'EnR. Combat destiné à « faire évoluer la finance mondiale au-delà des combustibles fossiles ».

- Engagement des investisseurs - entretenir un réseau mondial de groupes de défense des actionnaires et d'investisseurs progressistes pour conduire un programme de plaidoyer plus affirmé sur le climat.
- Gestionnaires d'actifs – encourager les plus grands gestionnaires d'actifs au monde à utiliser activement leur pouvoir de marché pour conduire la transition des combustibles fossiles vers les énergies propres.
- Banques – encourager les plus grands gestionnaires d'actifs au monde à utiliser activement leur pouvoir de marché pour conduire la transition des combustibles fossiles vers les énergies propres.
- Banques centrales – améliorer la réglementation du système financier pour mieux prendre en compte le risque climatique et limiter les flux de financement vers les combustibles fossiles.

- Finances chinoises à l'étranger – améliorer la régulation du système financier pour mieux prendre en compte le risque climatique et limiter les flux de financement vers les combustibles fossiles.

**The Tilia Found** est un partenariat de donateurs privés intéressés à résoudre les problèmes environnementaux du monde. La mission principale est de réduire la menace du changement climatique mondial, de faire progresser l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, de réduire notre dépendance au charbon et de protéger les forêts du monde. Ils s'associent à d'autres bailleurs de fonds pour soutenir des organisations et des initiatives efficaces dans chaque espace. Leur travail vise à étendre l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables et à réduire les dépendances aux combustibles fossiles. Ils soutiennent également les normes mondiales d'efficacité énergétique qui protègent les consommateurs contre le coût caché de pratiques d'ingénierie ou de construction bâclées. The Tilia Found subventionne des associations qui soutiennent l'éolien et le photovoltaïque par des programmes d'investissement. Tous les programmes « énergie » de Tilia Foundation tournent autour de la promotion de l'éolien et du solaire. (Organismes subventionnés autour de ce thème : IREC/ energie foundation / environemùent america / Sierra club foundation / Vote solar, ... sa filière allemande Deco International, promeut des projet énergétiques autour de l'hydraulique, du solaire et de l'éolien.

**The Laude Foundation** est un soutien aux industries du Textile responsable mais « également aux programmes liés à des mouvances de l'Open Society . The Laude Foudation soutien Sherpa (Également soutenu par Meyer, open Society,) / Table ronde internationale sur la responsabilité des entreprises / Veille financière (Finance Watch) / Blockforce / ETC ...

**Fondation KR** investit sur des programmes de dénonciation de finance non responsable. Son directeur, Johan Rockström est un professeur suédois et codirecteur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique en Allemagne. Parmi les programmes soutenus, celui de Reclaim Finance: [cutting-off-financial-flows-to-the-expansion-of-the-oil-and-gas-sector](#)

« Reclaim Finance s'efforce d'obtenir l'adoption par les institutions financières françaises de solides politiques d'exclusion et d'engagement dans le secteur du pétrole et du gaz, avec un accent particulier sur l'expansion. La France est très importante : le secteur bancaire français est le quatrième plus grand au monde et les assureurs français AXA et Amundi font partie des plus grands assureurs et investisseurs mondiaux. La décision du système financier français de ne plus soutenir l'expansion du pétrole et du gaz est un exemple qui peut être reproduit par les institutions financières du monde entier. »